qui vivent de ce tripot à Winnipeg soient affectés à un travail utile. Qu'ils abandonnent cet établissement et gagnent enfin leur vie honnêtement.

Il y a quelques instants, l'honorable représentant d'Acadia (M. Quelch) a demandé au ministre des Finances si on accorderait des prix de parité aux cultivateurs pour leurs produits et il a indiqué un moyen de ce faire. Le ministre a immédiatement manifesté le désir de clore le débat et de faire adopter le bill parce que la question posée était sensée. Certains des honorables députés à ma droite ont laissé entendre à deux ou trois reprises que le débat avait assez duré et devrait prendre fin, mais ceux d'entre nous qui désiraient faire quelques observations en sont empêchés parce que ces honorables députés parlent encore, et dans certain cas, pour dire des sottises. Le ministre des Finances a déclaré qu'on augmenterait ainsi la dette nationale, mais je lui demande de nous dire si on n'augmente pas cette dette afin de payer à certains manufacturiers de denrées de guerre des prix plus élevés que ceux auxquels ils ont droit. Je n'ai aucune objection à ce qu'ils reçoivent leurs frais de production plus un profit raisonnable, mais je ne vois rien qui nous oblige à leur verser des profits exorbitants quand on demande aux producteurs de denrées alimentaires de se passer même du prix de revient.

Avant de reprendre mon siège,—je ne parlerai peut-être pas de sitôt, parce que j'ai eu bien de la difficulté à prendre la parole cette fois-ci,—je voudrais dire que j'appuie les observations de l'honorable représentant de Souris (M. Ross) au sujet de la main-d'œuvre. Je crois qu'on devrait faire quelque chose dans ce sens, et sans tarder davantage. On a exprimé l'opinion qu'on pourrait former les ouvriers agricoles, mais je tiens à faire observer qu'ils ne se forment pas en une couple de semaines, ni en une couple de mois, aux travaux des champs qu'il leur faut accomplir aujourd'hui. On emploie aujourd'hui des tracteurs qui coûtent jusqu'à \$2,500, des lieuses et autres instruments agricoles, et les gens qui ont passé toute leur vie dans une ville ne seraient peut-être pas en état de les bien conduire. Certains d'entre eux pourraient bien faire comme le citoyen qui se trouvait sur une ferme et que l'on avait envoyé, un bon matin, atteler un cheval. Quand le cultivateur sortit, un peu plus tard, il constata que son homme avait attelé une vache laitière. Mais, vu que la vache avait des cornes, le soi-disant aide agricole avait été incapable de lui passer le collier. Je crois donc qu'un ouvrier sans expérience pourrait, bien invo-

lontairement, je l'admets, être la cause de graves dommages.

M. DOUGLAS (Weyburn): Le chef de l'opposition a touché à un principe très important. Je ne veux pas retarder l'adoption du présent bill en posant de nombreuses questions, mais le ministre a promis de déposer, au cours de la session, un état indiquant le contrôle exercé par le Gouvernement et aussi par le Parlement sur ces compagnies possédées par l'Etat. Nous devrions avoir aussi la liste de ces compagnies,—elles sont au nombre de huit, je crois,—et le montant global que le Gouvernement a immobilisé pour chacune d'entre elles, de même que les noms des administrateurs de ces compagnies. Ces renseignements devraient être fournis aux honorables députés.

L'hon. M. ILSLEY: Je verrai à ce que ces renseignements soient fournis le plus tôt possible.

M. POULIOT: Monsieur le président, je ne suivrai pas le texte que m'a indiqué mon honorable ami le chef de l'opposition. Il fait parfois un bon discours. Il en fait un, quand il l'accompagne d'un large sourire. Alors, il est lui-même. Il a fort bien parlé ce soir, ainsi que l'honorable député de Weyburn et le ministre des Finances.

Il est facile de s'entendre, mais ce que le Gouvernement ne doit pas oublier, c'est que la poussée centralisatrice ne vient pas des ministres, mais de leurs subordonnés. Elle vient des employés de l'administration publique,—appelez-les des serviteurs publics ou des fonctionnaires, peu importe,—qui sont avides d'influence. C'est en vertu de ce principe de la centralisation que les hommes sont rémunérés non selon leur valeur, mais selon l'importance de leur personnel. Plus le personnel est nombreux, plus ils sont importants, plus ils sont influents et plus leur traitement est considérable. C'est pourquoi la centralisation existe à Ottawa. C'est à cause de l'avidité des hauts fonctionnaires en mal de devenir de plus en plus influents, aux dépens de traditions et droits de longue date, aux dépens de la constitution et peut-être aux dépens de l'union nationale au pays.

Des VOIX: Adopté.

M. POULIOT: Non, et plus souvent on répètera "adopté", plus l'adoption de l'article tardera. Je ne veux pas faire de l'obstruction. J'exprime des idées et des convictions profondes. Nous avons beaucoup entendu parler d'unité nationale et la conclusion qui se dégage des commentaires, c'est que la province de Québec est une réserve et que les gens de cette province sont tout à fait différents du reste